

Sous le soleil de Satan

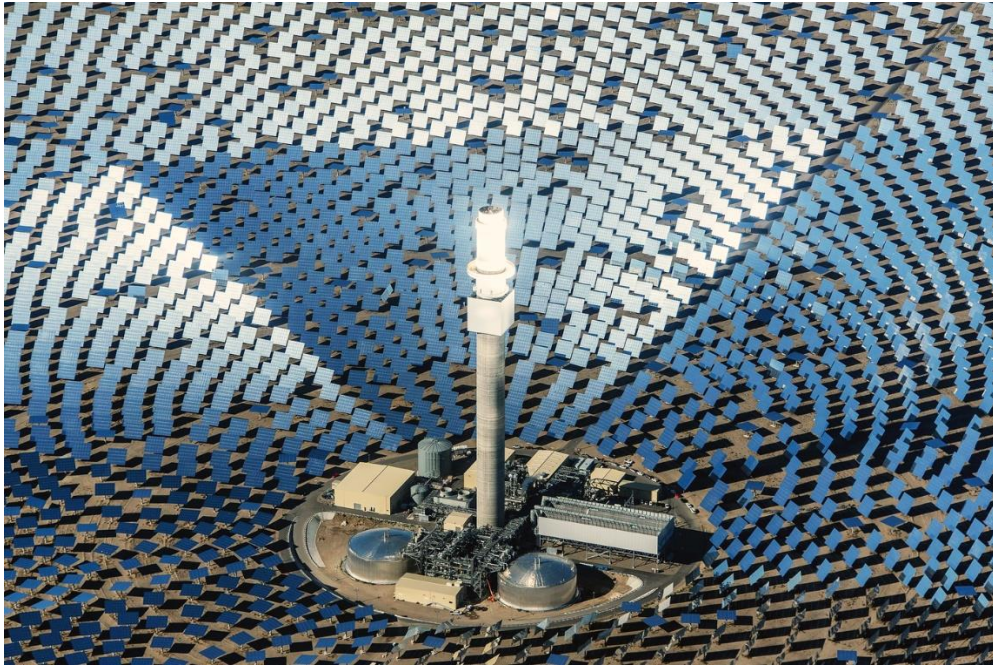
8 JANVIER 2020

Crescent Dunes vous évoque-t-il quelque chose ? Non, ce n'est pas le nom d'un complexe paradisiaque aux Bahamas ni une ville de taille moyenne dans le Kansas ni le best-seller en tête du classement du New York Times. C'est le nom de la centrale solaire qui vaut un milliard, très discrète démonstration du fiasco de la politique écologique des États-Unis. Comment un projet de 870,000,000 EUR financé en majorité avec l'argent du contribuable a-t-il terminé à la poubelle avant même sa mise en service ?

En 2009, Barack Obama signe et promulgue un nouveau programme énergétique nommé *American Recovery and Reinvestment Act* doté d'un budget de 25,100,000,000 EUR et de 21,500,000,000 EUR disponibles sous forme de bourses auprès du Trésor. La création du plus important parc solaire circulaire est décidée. SolarReserve et Cobra Thermosolar Plant, deux entreprises spécialisées, lèvent 125,000,000 EUR chez des financiers et profitent de la rhétorique verte du nouveau président pour chercher un appui auprès du gouvernement. Emballé, le sénateur du Nevada et chef de la majorité Harry Reid se hâte de fournir un terrain et presse Steven Chu, secrétaire à l'énergie, de concéder un prêt de 660,000,000 EUR à Tonopah Solar Energy, la société *ad hoc* créée par SolarReserve pour gérer la construction et la gestion du site. Le prêt donne l'occasion au directeur du groupe Kevin Smith d'organisation une fête à Washington et de se féliciter de participer à relever le défi du futur.

La corruption, la mauvaise gestion du site et la faillite d'un sous-traitant minent le projet. La rupture d'un réservoir de sel liquéfié l'immobilise près d'une année. La lenteur du site aura raison de son efficacité ; la technologie utilisée est obsolète dès 2015 lors de la première mise en activité du site. Le coût moyen est alors de 135 USD/MWh contre moins de 30 USD/MWh pour des centrales similaires, et assurera 20.53 % de la capacité espérée. L'unique client, NV Energy, abandonne le navire et le développement du site est gelé. Le département de l'énergie mène une offensive et profitant du défaut de paiement sur le remboursement du prêt, active une clause lui donnant le droit de nommer les directeurs de la centrale pour en reprendre le contrôle. SolarReserve poursuit maintenant le gouvernement en justice, qui a gelé les comptes du groupe et menacé de saisir les ressources des autres branches de la société. Le parc est maintenant abandonné au milieu du désert du Nevada, et son avenir compromis. La société sera contrainte à formellement se déclarer en faillite sous peu.

Ce n'est pas le premier désastre du département de l'énergie, qui assure que les pertes ne représentent que 2.9 % de son budget et n'entraînent pas la débâcle du programme. Un des premiers bénéficiaires en 2009, le fabricant de panneaux solaires californien Solyndra sombre en 2011, quelques mois avant le lancement de Crescent Dunes, et laisse mille personnes sur le carreau. Le président visitera le site peu avant et dira de l'entreprise que c'est un « moteur de croissance économique ». L'ardoise sera de 480,000,000 EUR. Une société semblable, Abound Manufacturing Solar, décroche 360,000,000 EUR de subsides en 2010 et dépose le bilan en 2012, laissant dans son sillage une usine désaffectée dans le Colorado. Abengoa Bioenergy, une usine de biocarburant, obtient 205,000,000 EUR en aides publiques avant de faire faillite en 2016. Beacon Power décroche 38,500,000 EUR en 2009 et coule en 2011.



Les 10,000 miroirs pourraient servir de décor de science-fiction.

Certains bénéficiaires survivent au travers de failles juridiques, ou couvrent leur naufrage par idéologie. Ivanpah Solar Electric Generating System, un parc solaire californien construit en 2011 grâce à une subvention de 1,425,000,000 EUR, génère moins de 60 % du volume attendu et consomme une quantité monstrueuse de gaz naturel pour chauffer les infrastructures, pour une électricité hors-de-prix à 200 USD/MWh. L'électricité du parc éolien de Shepherds Flat dans l'Oregon, financé par les contribuables à hauteur de 1,200,000,000 EUR, est intégralement transférée en Californie pour la société Southern California Edison, qui a l'obligation réglementaire comme les autres compagnies d'électricité de l'état de garantir une source renouvelable pour un tiers de sa production.

Le Washington Post pointe en 2012 dans un article le manque de transparence dans le mécanisme d'attribution des fonds, et découvre que vingt-et-une entreprises proches de membres de l'administration de Barack Obama captent 3,500,000,000 EUR. Solyndra a dépensé 1,615,000 EUR auprès de parlementaires, et engagé des proches du pouvoir exécutif. L'un des principaux investisseurs, George Kaiser, était aussi l'un des principaux soutiens financiers de Barack Obama. Ces subsides arrivent régulièrement dans les poches de grandes entreprises privées pourtant capables d'investir sans le concours d'autrui, telles que Citibank, Berkshire Hathaway, Google ou NRG. Les confortables aides destinées à la transition écologique du secteur automobile permettent à une poignée de constructeurs d'encaisser plus de 2,600,000,000 EUR, ce qui n'empêchera pas Honda et Toyota de ravir la première place dans ce secteur.

Si les créanciers et les contribuables peuvent faire le deuil de leurs économies, la facture n'est pas encore tout à fait réglée en ce qui concerne la nature. L'avenir des infrastructures inutiles abandonnées au milieu du désert est incertain et rien ne laisse croire que celles-ci soient un jour démantelées. Sans le concours du département de l'énergie et sans solide investissement financier, la centrale va très certainement ne jamais disparaître. Ses panneaux si le vandalisme les épargne devraient rejoindre la sinistre cohorte des cimetières futuristes que forment les dizaines de milliers d'éoliennes délaissées à travers le pays, victimes de start-ups autrefois prometteuses. Qu'à cela ne tienne, la modeste ville voisine de Tonopah en gardera une curiosité à même de draguer quelques touristes dans ses commerces.